



Le **GREAT** Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 081

" Réfléchir à changer "

Septembre 2017

# Le marché du travail au Mali en bref

Massa COULIBALY

## Editorial

Si en 2016, le Mali était peuplé de 100 personnes dont 50 femmes, il compterait 51 enfants de moins de 15 ans dont 24 filles, 41 travailleurs dont 23 femmes sur lesquels 28 (dont 12 femmes) auraient un emploi et 11 (dont 8 femmes) n'en auraient pas bien que travaillant ...

Population totale 100 (50)					
Population en âge de travailler 49 (26)			Enfants de moins de 15 ans 51 (24)		
Main-d'œuvre 30 (13)		Hors main-d'œuvre 19 (13)		Enfants 6-14 ans 27 (13)	
Enfants moins de 6 ans 24 (11)					
Population en emploi 28 (12)	Population au chômage 2 (1)	Main-d'œuvre potentielle 3 (2)	Autre hors main-d'œuvre 16 (11)	Travail des enfants 12 (6)	Non travail des enfants 15 (7)
Population au chômage combiné à la main-d'œuvre potentielle 5 (3)		Population au travail non en emploi 11 (8)		Enfants en emploi 4 (1)	Enfants au travail non en emploi 8 (5)
Main-d'œuvre élargie 33 (15)					
Population au travail 41 (23)			Population au travail 41 (23)		

Massa Coulibaly

## Introduction

La population peut être regroupée en quatre catégories, la population en âge de travailler, la main-d'œuvre, la population en emploi et la population hors main-d'œuvre.

### 1. Population en âge de travailler et population en emploi

En 2016, la population totale du pays était estimée à 18 millions de personnes dont 50% de femmes. Les ruraux comptent pour les trois quarts de cette population et les urbains pour un quart, quart réparti entre Bamako pour moitié et le reste urbain pour l'autre moitié. Moins de trois maliens sur dix (28%) ont le niveau fondamental ou plus avec 3% pour le secondaire ou plus. Ainsi, les personnes sans aucune instruction sont proportionnellement les plus nombreuses à être en emploi, près de deux tiers, comparativement à tout autre niveau d'instruction. De même, la population en emploi est aux trois quarts sans aucun niveau d'instruction (76%). Cette répartition impacte toutes les autres catégories de population, en âge de travailler, en emploi, etc.

La population en âge de travailler, regroupant les 15 ans et plus, compte pour un peu moins de la moitié (48.9%) de la population totale. Elle comprend 61% de population en emploi, le reste représentant la population hors main-d'œuvre et la population au chômage. En rapportant la main-d'œuvre à la population en âge de travailler, le taux d'activités ainsi obtenu est d'un peu plus de trois personnes sur cinq (62%) avec près de quatre hommes sur cinq et une femme sur deux. Ainsi, les hommes seraient plus actifs que les femmes, tout comme les ruraux le seraient plus que les urbains et les 36-40 ans plus que toutes les autres tranches d'âge.

L'emploi est abondamment informel surtout l'emploi indépendant, agricole comme non agricole, et l'aide-familial. L'emploi n'est en réalité formel que s'il est salarié, surtout salarié non agricole, d'où les défis du salariat et de l'emploi non agricole au Mali. La formalisation de l'emploi passe par la formalisation des entreprises privées, aujourd'hui majoritairement informelles, ce qui réduit leur capacité de mobilisation de ressources fiscales nécessaires au financement des biens et services publics en faveur de la croissance et du développement. Face au chômage, la contribution des agences d'intermédiation entre l'offre et la demande de travail reste marginale surtout quand on sait que les relations personnelles demeurent de loin le principal mode d'insertion dans l'emploi. La dominance de l'emploi informel fait que le contrat verbal et l'absence de contrat sont les formes de contrat les plus courantes, près de trois emplois sur cinq, indiquant que les travailleurs ne sont pas dans les conditions d'un travail décent, se trouvant en position de faiblesse face à leurs employeurs et éprouvant des difficultés à se prémunir contre les abus de ces employeurs, à faire respecter leurs droits (protection sociale, congés payés, etc.) et à prétendre à de meilleures conditions de travail.

La pluriactivité est plus un phénomène rural qu'urbain, à visage plutôt masculin si ce n'est à Bamako où il est plus féminin. Son taux est négativement corrélé au niveau d'instruction. Pour ce qui est de la durée hebdomadaire de travail, elle est en moyenne de 6 jours ou de 43 heures, à raison de 35-48 heures pour 56% des travailleurs, 25% plus de 48 heures et 19% moins de

35 heures. Il en résulte que l'emploi est à 56% à temps plein, 25% en suremploi, 7% en temps partiel volontaire et 12% en sous-emploi à raison de 5% pour les hommes et 21% pour les femmes.

## **2. Chômage et sous-utilisation de la main-d'œuvre**

A un taux de chômage strict de seulement 1% est associé un taux combiné du chômage et de la main-d'œuvre potentielle de 10% avec 8% pour les hommes et 11% pour les femmes. Ce taux de chômage combiné est plus élevé en milieu urbain surtout hors Bamako (13%), à Koulikoro (25%) et Gao (32%), pour les 15-24 ans (30%) et pour les diplômés du DEF au master 2. Le chômage dure en moyenne 3 ans et 5 mois dans l'ensemble, à raison de 3 ans et 6 mois pour les femmes et 3 ans et 3 mois pour les hommes. La durée médiane est de deux ans indiquant que la moitié des chômeurs font plus de 2 ans et l'autre moitié moins de 2 ans. Restent relativement plus longtemps au chômage les personnes du milieu urbain surtout hors Bamako, les 25-64 ans, les niveaux secondaire et supérieur et les diplômés du BAC au master 2. Le taux de chômage combiné au sous-emploi est de 13% dans l'ensemble et plus élevé pour les femmes (21%) que pour les hommes (7%), en milieu urbain (19%) qu'en milieu rural (11%). Le taux combiné du chômage, du sous-emploi et de la main-d'œuvre potentielle se situe à 21% dont 30% pour les femmes et 13% les hommes, plus que du simple au double en défaveur des femmes. Ce taux de chômage est plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural et dans la classe d'âge 15-24 ans que dans les autres. On constate qu'il augmente progressivement avec le niveau d'instruction, allant de 17% pour les sans instruction à 34% pour le niveau supérieur. On estime à 26% le taux d'inactivité des 25-55 ans, à raison de 41% pour les femmes et 8% pour les hommes. Il ne varie pas significativement entre les milieux urbain et rural mais varie beaucoup d'une région à l'autre.

Le taux d'inactivité diminue progressivement à mesure que le niveau d'instruction augmente, mais n'a pas de lien clairement établi avec le diplôme ni avec le niveau de vie bien que le taux le plus élevé soit pour les 10% les plus pauvres. La population des travailleurs comprend en plus de la population en emploi, la population au travail mais pas en emploi. Cette dernière catégorie représente 28% de l'ensemble des travailleurs, à raison de 45% pour les femmes contre seulement 7% pour les hommes, indiquant clairement que les femmes sont beaucoup plus souvent, que les hommes, au travail mais pas en emploi.

## **3. Travail des enfants**

Plus de la moitié des enfants, 6-14 ans, fréquentent l'école (55%) mais près de deux sur cinq n'ont jamais fréquenté l'école et un peu moins de 10% ne fréquentent plus l'école. Cette répartition ne change pas fondamentalement d'un sexe à l'autre. Le travail des enfants semble encore assez répandu et concerne 2.2 des 4.9 millions d'enfants dont 1.2 des 2.3 millions de filles. Les régions de Sikasso et Ségou ont les plus grandes parts d'enfants travailleurs, avec 22% chacune, suivies de Kayes (20%) et Mopti (12%). Les enfants travailleurs sont, pour plus de la moitié, encore scolarisés, ce qui peut favoriser leur échec scolaire. L'autre moitié est

constituée de ceux n'ayant jamais fréquenté l'école et les déscolarisés. Près de trois enfants travailleurs sur dix (28%) sont en emploi dont 39% de filles et 61% de garçons, 9% en milieu urbain pour 91% en milieu rural. Les deux tiers des enfants en emploi n'ont jamais été à l'école, indiquant qu'il y a bien un conflit entre l'emploi et la scolarisation. Le travail des enfants peut bien entraîner leur échec et leur abandon scolaire. Les trois quarts des enfants en emploi sont dans le secteur agricole, le reste se partage entre les services, le commerce et l'industrie, surtout extractive. Comme tous les travailleurs, les enfants en emploi peuvent être victimes de la pénibilité du travail ainsi que des dangers liés au travail.

#### **4. Migrants de retour**

Dans l'ensemble, plus des trois quarts des 521 632 migrants de retour, dont 22% de femmes, vivent en milieu rural mais les femmes sont moins présentes dans ce milieu que les hommes. La région de Sikasso abrite à elle seule près de la moitié de ces migrants. La Côte d'Ivoire est le pays où les migrants de retour ont le plus fréquemment séjourné, suivie de l'Afrique du Sud (6%), du Burkina Faso (5%), du Sénégal (3%), de la Mauritanie (2.4%), de la Guinée (2.2%), de l'Algérie (2.1%), du Niger (1.9%), de la Libye (1.8%), du Gabon (1.7%) et de la France (1.6%). La durée maximale moyenne des migrants de retour dans leurs pays de séjour respectifs est d'un peu plus de 8 ans et les principales raisons du retour demeurent des problèmes familiaux au Mali, la nostalgie du pays et de ses traditions, l'accumulation d'argent, le mariage/veuvage/divorce et la gestion des affaires. Le taux d'insertion socioprofessionnelle des migrants de retour est de près de quatre migrants sur cinq, moins des deux tiers pour les femmes et plus de quatre hommes sur cinq.

#### **5. Inégalités et revenu d'activité**

L'enquête emploi auprès des ménages (ENEM) 2016 estime à 3143 milliards le revenu total de l'ensemble des ménages du pays, revenu gagné à 75% par les hommes et 25% par les femmes, à 37% en milieu urbain pour 25% de la population. L'inégalité de revenu est telle que les six premiers déciles gagnent beaucoup moins que leur part dans la population, aussi bien pour chacun d'entre eux que pour leur ensemble, leurs parts dans le revenu allant de 1% pour le premier décile à 8% pour le sixième décile tandis que leur ensemble absorbe moins de 40% du revenu alors qu'ils totalisent 60% de la population. Les 40% les plus pauvres du Mali ont 14% du revenu national tandis que les 10% les plus riches ont près de 32% de ce même revenu. Les 3143 milliards fcfa de revenu se décomposent en revenu d'activité, transferts et revenu de patrimoine, dans les proportions de 91%, 7% et 2% respectivement. Le revenu d'activité provient pour 91.5% de l'activité principale et pour 8.5% de l'activité secondaire. Il est heureux que les transferts sous forme d'aides et de dons aillent prioritairement aux pauvres, plus de 78% dans les 4 premiers déciles avec une nette décroissance à partir du décile 5. Ce qui traduit une certaine solidarité dont a besoin le pays pour atténuer les effets négatifs du fonctionnement non optimal du marché du travail.